



76^{ème} Session de l'Assemblée générale
Quatrième Commission

Point 50 à 63 de l'ordre du jour

Débat général
General debate

New York, le 25 octobre 2021

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

La Suisse salue les efforts entrepris pour assurer la poursuite des travaux de la Quatrième Commission malgré les défis posés par la pandémie de la COVID-19.

La Suisse saisit cette occasion pour faire écho à la vision présentée par le Secrétaire général dans « notre Programme commun ». A ce titre, nous souhaitons placer au centre de notre attention, d'une part, le rôle joué par les missions de l'ONU dans la promotion de la paix et la prévention des conflits et, d'autre part, l'utilisation pacifique et durable de l'espace extra-atmosphérique.

La Suisse tient à saluer les efforts fournis par les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales tout au long de cette année. Elles ont fait preuve de flexibilité et résilience afin de continuer à mettre en œuvre leurs mandats pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits. La Mission pour la transition au Soudan (UNITAMS) est un exemple pertinent de la contribution essentielle fournie par les missions onusiennes. La Suisse se réjouit de la soutenir sur le plan financier et en termes de personnel. La Suisse remercie ainsi le personnel des missions onusiennes pour son engagement continu et rend hommage à celles et ceux qui l'ont payé de leur vie.

La Suisse attache une importance particulière au travail des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales. Elle souhaite souligner trois éléments à cet égard.

Premièrement, la prévention, la gestion et la résolution des conflits sont efficaces seulement si tous les acteurs concernés sont impliqués, y compris celles et ceux de la société civile. La Suisse salue à cet égard l'engagement pris par le Secrétaire général, formulé dans « Action pour le maintien de la paix » (A4P+), de maintenir un dialogue clair et ouvert avec les gouvernements et les communautés des Etats hôtes quant aux mandats, stratégies et responsabilités des missions. La Suisse poursuit aussi une approche inclusive dans ses engagements de politique de paix, par exemple en Libye. Ainsi, dans le cadre de notre coprésidence du groupe de travail sur le droit international humanitaire et les droits de l'homme avec les Pays-Bas et la Mission d'appui en Libye (MANUL), nous veillons à inclure les acteurs non

étatiques et nous engageons en faveur d'un espace propice et sans restrictions pour la société civile. Par ailleurs, la participation des femmes aux processus de paix est essentielle et ne peut plus être remise en question. Au Liban, par exemple, la Suisse soutient un processus de dialogue entre des femmes de différents partis politiques, ainsi que celles actives dans les mouvements d'opposition. Ce processus permet aux femmes de participer plus activement au système politique. Comme co-présidente du Réseau de points focaux « Femmes, paix et sécurité » en 2022 avec l'Afrique du Sud, nous faciliterons un partage de connaissances entre tous les acteurs, y compris la société civile. Ainsi le Réseau illustre parfaitement notre responsabilité collective pour avancer la mise en œuvre de l'agenda « Femmes, paix et sécurité ».

Deuxièmement, les différentes facettes des crises et conflits devraient être intégrées systématiquement afin de les prévenir et les résoudre efficacement. Nous saluons que cette priorité soit reflétée dans l'A4P+ et son plan de mise en œuvre. Par exemple, les risques associés au changement climatique devraient être considérés de façon adéquate et plus systématique dans les mandats des missions de paix pour qu'elles puissent analyser et relater les risques climatiques dans leur zone de déploiement, les mesures déjà prises et les possibles améliorations. Ces risques devraient également être pris en compte dans le contexte des transitions et retraits des opérations. A cet égard, nous saluons les efforts des missions politiques spéciales ayant déjà un tel mandat, comme celle en Somalie. Il est aussi positif que six missions politiques spéciales et deux de maintien de la paix intègrent des composantes en matière de droits de l'homme à leur travail, particulièrement en vue de prévenir des conflits, protéger les populations de la violence et adresser les causes profondes des conflits. Nous espérons que d'autres missions suivront cet exemple.

Troisièmement, les missions onusiennes devraient disposer de mandats sur mesure, adaptés aux besoins du pays concerné. Parallèlement, ils doivent permettre une flexibilité accrue afin de pouvoir réagir rapidement aux risques et besoins émergents. Ils devraient pouvoir concentrer des effectifs sécuritaires dans des régions particulièrement affectés ou compenser un retrait de troupes par une augmentation d'effectifs policiers ou civils. Une planification avec des jalons prédéfinis et les examens stratégiques indépendants réguliers des missions sont cruciaux. La Commission de consolidation de la paix (CCP) joue pour sa part un rôle consultatif essentiel. A cette fin, nous devons continuer à en assurer la flexibilité et à promouvoir sa fonction de bâtisseuse de ponts entre tous les organes onusiens, ainsi que d'autres acteurs multilatéraux, régionaux et locaux. En tant que donatrice importante du Fonds pour la consolidation de la paix, la Suisse appelle par ailleurs les Etats membres à le soutenir.

Madame la Présidente,

En ce qui concerne le Comité des Utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (CUPEEA), la Suisse se félicite des progrès accomplis cette année malgré la pandémie. Elle salue notamment la finalisation du programme « Espace2030 », qui a été adopté cette semaine par l'Assemblée générale. Il favorisera l'utilisation des technologies spatiales en soutien du développement durable, y compris dans des domaines-clés, tels que les changements climatiques ou la santé globale.

La Suisse se réjouit du démarrage cette année des travaux du nouveau Groupe de travail sur la viabilité à long terme des activités spatiales et de celui sur l'exploration, l'exploitation et l'utilisation des ressources spatiales. Garantir les conditions d'une utilisation sûre, durable et pacifique de l'espace extra-atmosphérique reste une priorité pour la Suisse. Ce sujet sera d'ailleurs l'objet d'une table-ronde que notre mission organisera ce jeudi au nom de la présidence suisse du Sous-Comité Scientifique et Technique du CUPEEA. Cette table-ronde réunira le Prof. Didier Queloz, Prix Nobel de physique 2019, et Dr Thomas Zurbuchen, Directeur des missions scientifiques à la NASA.

Pour conclure, la Suisse, en tant que candidate au Conseil de sécurité pour la période 2023-2024, continuera à s'engager, forte de son expérience comme bâtisseuse de ponts, sur ces dossiers qui touchent au centre des questions de paix et sécurité internationales.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam Chair,

Switzerland welcomes the efforts undertaken to ensure the continuation of the work of the Fourth Committee despite the challenges posed by the COVID-19 pandemic.

Switzerland seizes this opportunity to echo the vision presented by the Secretary General in "Our Common Agenda". In this regard, we would like to focus our attention on the role of UN missions in the promotion of peace and prevention of conflicts on the one hand, and on the peaceful and sustainable use of outer space on the other hand.

Switzerland wishes to commend the efforts made by peacekeeping operations and special political missions throughout this year. They demonstrated flexibility and resilience in order to continue to implement their mandates for the prevention, the management and the resolution of conflicts. The Mission for the transition in Sudan (UNITAMS) is a relevant example of the essential contribution made by UN missions. Switzerland is pleased to support it in financial and personnel terms. Switzerland therefore thanks the staff of the UN missions for their continuous commitment and pays tribute to those who have paid it with their lives.

Switzerland attaches particular importance to the work of peacekeeping operations and special political missions. It would like to highlight three elements in this respect.

Firstly, the prevention, management and resolution of conflicts are effective only if all relevant actors are involved, including civil society actors. In this respect, Switzerland welcomes the commitment of the Secretary-General, formulated in "Action for Peacekeeping" (A4P+), to maintain a clear and open dialogue with governments and communities of host States on the mandates, strategies and responsibilities of UN missions. Switzerland also pursues an inclusive approach in its peace policy engagements, for example in Libya. Indeed, in our co-chairmanship of the Working Group on International Humanitarian Law and Human Rights with the Netherlands and the Support Mission in Libya (UNSMIL), we ensure the inclusion of non-state actors and are committed to an enabling and unrestricted space for civil society. Furthermore, the participation of women in peace processes is essential and can no longer be questioned. In Lebanon, for example, Switzerland supports a dialogue process between women from different political parties and those active in opposition movements. This process allows for a more active participation of women in the political system. As co-chair of the Women, Peace and Security Focal Point Network with South Africa in 2022, we will facilitate the sharing of knowledge between all actors, including civil society. The Network is thus a perfect example of our collective responsibility to advance the implementation of the Women, Peace and Security agenda.

Secondly, the different facets of crises and conflicts should be systematically integrated in order to effectively prevent and resolve them. We welcome that this priority is reflected in the A4P+ and its implementation plan. For example, the risks associated with climate change should be considered in an adequate and more systematic manner in the mandates of peace missions in order for them to be able to

analyse and report on the climate risks in their area of deployment, the measures already taken and possible improvements. These risks should also be taken into account in the context of transitions and withdrawals from operations. In this regard, we welcome the efforts of special political missions that already have such a mandate, for example the one in Somalia. In addition, it is positive that six special political missions and two peacekeeping missions incorporate human rights components into their work, particularly with a view to preventing conflicts, protecting populations from violence and addressing the root causes of conflicts. We hope that further missions will follow this example.

Thirdly, UN missions should have tailor-made mandates, adapted to the needs of the country concerned. At the same time, they must allow for greater flexibility to respond rapidly to emerging risks and needs. They should be able to concentrate security personnel in particularly affected regions or compensate a troop withdrawal by an increase in the number of police or civilian personnel. Planning with predefined milestones and regular independent strategic reviews of missions are crucial. Additionally, the Peacebuilding Commission (PBC) plays an important advisory role. To this end, we must continue to ensure its flexibility and promote its function as a bridge builder between all UN bodies, as well as other multi-lateral, regional and local actors. As a major donor to the Peacebuilding Fund, Switzerland also calls on Member States to support it.

Madam President,

With regard to the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space (COPUOS), Switzerland welcomes the progress made this year despite the pandemic. In particular, it welcomes the finalisation of the "Space 2030" Agenda, which was adopted this week by the General Assembly. This Agenda will promote the use of space technologies to support sustainable development, including in key areas such as climate change and global health.

Switzerland is pleased that the new Working Group on the long-term sustainability of outer space activities and the new Working Group on the exploration, exploitation and utilisation of space resources have started their work this year. Ensuring the conditions for the safe, sustainable and peaceful uses of outer space remains a priority for Switzerland. This topic will be the subject of a round-table that our mission will organize this Thursday on behalf of the Swiss chairmanship of the COPUOS Scientific and Technical Subcommittee. This round-table will feature Prof. Didier Queloz, Nobel Prize in Physics 2019, and Dr Thomas Zurbuchen, NASA Associate Administrator for Science.

To conclude, Switzerland, as a candidate to the Security Council for the period 2023-2024, will continue to engage, based on its experience as a bridge-builder, on these issues that go to the heart of international peace and security.

Thank you.